Documents relatifs à la gouvernance des entités à capitaux publics au Burkina Faso

1. TEXTES FONDAMENTAUX DE GOUVERNANCE

A. Lois organiques et lois de base

1.1. Cadre harmonisé des finances publiques UEMOA

- Directive n°01/2009/CM/UEMOA portant code de transparence dans la gestion des finances publiques
- Directive n°06/2009/CM/UEMOA portant loi organique relative aux lois de finances
- **Directive n°07/2009/CM/UEMOA** portant règlement général sur la comptabilité publique
- Directive n°08/2009/CM/UEMOA portant nomenclature budgétaire de l'État
- Directive n°09/2009/CM/UEMOA portant plan comptable de l'État
- Directive n°10/2009/CM/UEMOA portant tableau des opérations financières de l'État
- Directive n°01/2011/CM/UEMOA portant régime financier des collectivités territoriales
- Directive n°03/2012/CM/UEMOA relative à la comptabilité des matières

1.2. Lois nationales de transposition

- Loi organique n°073-2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances
- Loi n°010-2013/AN du 30 avril 2013 portant règles de création des catégories d'établissements publics
- Loi n°033-2008/AN du 22 mai 2008 portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents des Etablissements Publics de l'Etat (EPE)

B. Lois relatives à la lutte contre la corruption et au contrôle

- Loi organique n°082-2015/CNT du 24 novembre 2015 portant attributions, composition, organisation et fonctionnement de l'ASCE-LC
- Loi n°004-2015/CNT du 3 mars 2015 portant prévention et répression de la corruption au Burkina Faso
- Loi n°051-2015/CNT portant droit d'accès à l'information publique et aux documents administratifs
- Loi n°016-2016/AN relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

2. DÉCRETS D'APPLICATION - ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE L'ÉTAT (EPE)

A. Création et organisation des EPE

- **DÉCRET N°2014-608** portant organisation de l'Assemblée Générale des Etablissements Publics de l'Etat (AG/EPE)
- **DÉCRET N°2014-609** portant conditions et modalités de création, de gestion et de suppression des établissements publics de l'Etat
- **DÉCRET N°2007-724** portant modalités de désignation des membres des organes d'administration et de gestion des Etablissements Publics et des sociétés à participation majoritaire de l'Etat
- **DÉCRET N°2013-1060** portant modification du décret N° 2007-274 du 07 novembre 2007 portant modalités de désignation des organes d'administration et de gestion

B. Statuts particuliers des différentes catégories d'EPE

- DÉCRET N°2014-611 portant statut général des Etablissements Publics de l'Etat à caractère Professionnel (EPP)
- DÉCRET N°2014-612 portant statut général des Etablissements Publics de l'Etat à caractère Scientifique, Culturel et Technique (EPSCT)
- DÉCRET N°2014-613 portant statut général des Etablissements Publics de l'Etat à caractère Administratif (EPA)
- DÉCRET N°2014-614 portant statut général des Etablissements Publics de l'Etat à caractère Economique (EPEC)
- **DÉCRET N°2014-615** portant statut général des Etablissements Publics de Santé (EPS)
- **DÉCRET N°2014-678** portant statut général des Groupements d'intérêt Public (GIP)
- **DÉCRET N°2014-679** portant statut général des Etablissements Publics de Prévoyance Sociale (EPPS)
- **DÉCRET N°2014-610** portant statut général des fonds nationaux

C. Régime financier et comptable

- **DÉCRET N°2008-297** portant régime financier et comptable des Etablissements Publics de l'Etat du Burkina Faso
- **DÉCRET N°2019-0782** portant régime financier et comptable des Etablissements Publics de l'Etat au Burkina Faso (version actualisée)
- DÉCRET N°2008-327 portant nomenclature budgétaire des Etablissements Publics de l'Etat
- **DÉCRET N°2016-603** portant comptabilité des matières de l'Etat et des autres organismes publics

3. DÉCRETS RELATIFS AUX SOCIÉTÉS D'ÉTAT

A. Organisation et supervision

- DÉCRET 2000-192/PRES/PM/MCIA/MEF du 17 mai 2000 portant organisation de l'Assemblée Générale des Sociétés d'Etat
- DÉCRET portant modalités de participation de l'État dans le capital des sociétés

B. Gouvernance des sociétés d'État

- DÉCRET portant représentation de l'État dans les conseils d'administration des sociétés d'État
- **DÉCRET** portant contrats de performance des sociétés d'État

4. RÉGIMES INDEMNITAIRES ET RESSOURCES HUMAINES

A. Régimes de rémunération

- **DÉCRET N°2018-0083** portant régime indemnitaire applicable aux agents des Etablissements publics de l'Etat
- DÉCRET N°2004-396 portant régime indemnitaire applicable aux agents des Etablissements Publics de l'Etat (EPE)
- DÉCRET N°2013-970 portant relèvement des taux des indemnités de logement et de sujétion des agents des établissements publics de l'Etat (EPE)
- **DÉCRET N°2012-303** portant élargissement des indemnités de logement et de sujétion à l'ensemble des agents des établissements publics de l'Etat
- **DÉCRET N°2012-734** portant indemnité de mission applicable aux agents des Etablissements Publics de l'Etat
- **DÉCRET** d'harmonisation des rémunérations des agents des sociétés d'Etat et des EPPS (2024)

B. Gestion du personnel

- **DÉCRET N°2003-666** instituant une prime de rendement en faveur des agents contractuels des Etablissements Publics de l'Etat décorés pour faits de service public
- **DÉCRET N°99-409** portant modification du barème des traitements du personnel Etablissements Publics de l'Etat à caractère Administratif

C. Sélection des dirigeants

• **DÉCRET N°2010-113** portant création, composition, attributions et fonctionnement du comité interministériel de sélection des candidats au poste de Directeur général des établissements publics de l'Etat et des sociétés à participation majoritaire de l'Etat

5. ARRÊTÉS D'APPLICATION

A. Organisation comptable et financière

- ARRÊTÉ N°2012-107 portant organisation type des agences comptables au sein des établissements publics de l'Etat et des autres organismes publics
- ARRÊTÉ N°0096 portant définition des rôles des représentants du Ministère de l'Economie, des Finances et Plan dans les Conseils d'Administration des Sociétés à capitaux publics
- ARRÊTÉ portant modalités de fixation des émoluments des Directeurs Généraux des EPE

B. Prestations spécifiques

- ARRÊTÉ relatif aux prestations spécifiques des EPE
- ARRÊTÉ relatif aux rétributions spécifiques

6. CIRCULAIRES DE MISE EN ŒUVRE

A. Gouvernance et gestion

- CIRCULAIRE N°2014-008 : referentiels relatifs à la création des Etablissements Publics de l'Etat
- **CIRCULAIRE N°2012-01931** : Obligation d'élaborer et de soumettre les Plans de Passation des Marchés aux Conseils d'Administration des Etablissements Publics de l'Etat (EPE)
- CIRCULAIRE 2001-146 : Rôle des différents acteurs au sein d'un EPA
- CIRCULAIRE N°2014-0989: Mise en œuvre des mesures sociales du Gouvernement

B. Gestion du personnel et indemnités

- CIRCULAIRE N°2005-0228 : Modalités de reversement et d'avancement du personnel-fonctionnaire détaché dans les EPE
- **CIRCULAIRE N°2005-00752** : La gestion des indemnités de risque et de garde au niveau des Etablissement Publics de Santé (EPS)
- CIRCULAIRE N°612 : Service du téléphone-indemnités accordées au personnel

C. Contrôle et audit

• **CIRCULAIRE N°2012-780** : interdiction de visa des dépenses relatives aux per diem ou prises en charge

7. DOCUMENTS DE CONTRÔLE ET D'AUDIT

A. Référentiels de contrôle interne

- Manuel de contrôle interne pour les EPE (en cours d'élaboration par l'ASCE-LC)
- Référentiel national de management des risques (en cours d'élaboration)
- Guide de la comptabilité des matières dédié aux Etablissements Publics de l'Etat

B. Documents d'évaluation et de performance

- Cadre de performance des programmes budgétaires
- Indicateurs de performance des EPE
- Tableau de bord de gestion des EPE

8. TEXTES RELATIFS À LA COMMANDE PUBLIQUE

A. Réglementation des marchés publics

- Loi n°039-2016/AN du 02 décembre 2016 portant réglementation générale de la commande publique
- Code des marchés publics (2017)
- DÉCRET d'application du code des marchés publics

B. Contrôle des marchés publics

- **DÉCRET** portant attributions de l'ARCOP
- Procédures de passation des marchés pour les EPE

9. DOCUMENTS DE PLANIFICATION ET PROGRAMMATION

A. Budgétisation et planification

- Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle (DPBEP)
- Documents ministériels de programmation pluriannuelle des dépenses (DPPD)
- Guide d'élaboration du budget programme

B. Évaluation des politiques publiques

- Cadre d'évaluation des politiques publiques
- Méthodologie d'audit des politiques publiques

10. TEXTES SPÉCIFIQUES PAR SECTEUR

A. Secteur financier et bancaire

- Textes relatifs aux EPPS (CARFO, CNSS)
- Réglementation des institutions de microfinance
- Statuts particuliers des fonds nationaux de financement

B. Secteur de la santé

- Décrets spécifiques aux CHU et CHR
- Réglementation de la gratuité des soins
- Textes relatifs à l'assurance maladie universelle

C. Secteur de l'éducation

- Statuts des universités publiques
- Réglementation des écoles de formation professionnelle

11. INSTRUMENTS DE TRANSPARENCE ET DE REDEVABILITÉ

A. Accès à l'information

- Procédures d'accès à l'information publique
- Obligations de publication des EPE
- Rapports annuels d'activités

B. Lutte contre la corruption

- Code d'éthique et de déontologie des agents publics
- Procédures de signalement des actes de corruption
- Mécanismes de protection des lanceurs d'alerte (en projet)

12. DOCUMENTS RÉGIONAUX ET INTERNATIONAUX

A. Textes UEMOA

- Directives communautaires sur les finances publiques
- Code de transparence UEMOA
- Surveillance multilatérale UEMOA

B. Standards internationaux

- Normes IFAC (International Federation of Accountants)
- Standards INTOSAI pour l'audit public
- Bonnes pratiques de gouvernance d'entreprise

13. OUTILS DE GESTION ET DE SUIVI

A. Systèmes d'information

- Système Intégré de Gestion des Etablissements Publics de l'Etat (SIGEPE)
- Système d'information budgétaire
- Plateforme de reporting financier

B. Tableaux de bord et indicateurs

- Tableau de bord de performance des EPE
- Indicateurs de gouvernance
- Ratios financiers obligatoires

14. DOCUMENTS DE MISE EN ŒUVRE RÉCENTS

A. Résolutions des Assemblées Générales

- Résolutions de la 25ème AG/EPE (2024)
- Résolutions de la 32ème AG des Sociétés d'État (2024)
- Recommandations transversales

B. Plans d'action

- Plan d'action pour l'amélioration de la gouvernance des EPE
- Stratégie de modernisation des services publics
- Plan de déploiement de la comptabilité des matières

Note importante : Cette liste constitue un inventaire exhaustif des documents relatifs à la gouvernance des entités à capitaux publics au Burkina Faso. Certains textes sont en cours de révision ou d'élaboration, conformément aux résolutions des dernières assemblées générales des EPE et sociétés d'État.

Sources principales : Ministère de l'Économie et des Finances, Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique, ASCE-LC, Fonction Publique du Burkina Faso, UEMOA.